

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**COMPAGNIE GENERALE DE CREDIT AUX PARTICULIERS – CREDIPAR**

Société Anonyme au Capital de 138 517 008 €

Siège social : 43 rue Jean Pierre Timbaud – 78300 Poissy  
317 425 981 RCS Versailles**Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 20 mai 2025****Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COMPAGNIE GENERALE DE CREDIT AUX PARTICULIERS SA - CREDIPAR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la correction d'erreur relative aux loyers futurs titrisés telle que décrite dans la note 1.E de l'annexe aux comptes annuels.

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Risque de crédit – dépréciation des opérations avec la clientèle (Crédits, location avec option d'achat, location simple et autres financements)*****Risque identifié***

Dans le cadre de son activité, Crédipar assure le financement du réseau de concessionnaires des marques du réseau Stellantis en France et fournit des solutions de financement automobile à ses clients finaux particuliers et professionnels sur le marché français.

L'appréciation de l'existence d'un risque de non-recouvrement ainsi que le montant des dépréciations et provisions comptabilisées pour couvrir ce risque relèvent du jugement exercé par la direction. Celle-ci prend notamment en considération des indicateurs tels que les défauts de paiements contractuels, la situation financière des emprunteurs affectant leur capacité de remboursement, les secteurs économiques dans lesquels ils évoluent, ou encore la viabilité de leurs modèles économiques.

Ces prêts et créances sont évalués au coût amorti diminué des pertes de valeur afin de couvrir les risques de crédit sur ces encours. Les dépréciations et provisions sont déterminées sur une base individuelle ou collective, en fonction du niveau de risque associé au prêt.

Tel qu'indiqué dans les notes 2C, 6, 9, 17 et 28 de l'annexe aux comptes annuels, les dépréciations et provisions sont déterminées selon différentes méthodologies dépendant du type de client concerné.

Les dépréciations et provisions sur les encours Retail sont principalement calculées de manière statistique (tant pour les dépréciations individuelles que pour les dépréciations collectives), en tenant compte de classes de risque homogènes et en se basant sur des historiques de recouvrement des créances.

Pour les clients dits Corporate, des dépréciations individuelles sont calculées à dire d'expert pour les encours en défaut ; les encours sains présentant au moins un impayé étant quant à eux provisionnés de manière collective sur la base d'une approche statistique.

Compte tenu de la nature significative des encours dans le bilan de la banque, de l'importance du jugement de la direction et de la multitude d'hypothèses dans l'estimation des provisions, nous avons considéré que l'évaluation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par les provisions et du niveau du coût du risque associé constitue un domaine d'attention particulière et un point clé de l'audit pour l'exercice 2024.

Le portefeuille de créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit de Crédipar s'élève à 12 429,9 millions d'euros au 31 décembre 2024, dont 111,6 millions d'euros de créances douteuses et compromises et 112,1 millions d'euros de dépréciations et provisions.

### **Notre réponse**

Dans le cadre de notre approche d'audit, combinant des tests de contrôle et des tests de détail, nos travaux ont principalement consisté à :

- prendre connaissance et apprécier :
  - les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
  - la gouvernance des modèles et les changements des paramètres ;
  - les processus de déclassement des créances envers la clientèle et d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») ;
  - les contrôles opérés par le Groupe sur la qualité des données dans les systèmes sources, ainsi que le flux et la transformation de ces données entre les systèmes sources, le moteur de calcul des pertes attendues et la comptabilité générale ;
  - les contrôles relatifs à la surveillance des crédits Corporate et Retail, au processus d'examen régulier des dossiers de crédit, à l'approbation des dépréciations individuelles évaluées à dire d'expert et à leur caractère approprié eu égard au niveau de risque estimé.
- mener des procédures visant à :
  - vérifier la conformité des modèles de détermination des calculs des pertes attendues par rapport aux exigences des règles et principes comptables applicables ;
  - vérifier la qualité des données utilisées pour le calcul des pertes attendues ;
  - vérifier les processus automatiques de déclassement des créances douteuses ;
  - recalculer les différents paramètres de risques utilisés ainsi que les dépréciations en découlant ;
  - apprécier le caractère raisonnable, sur la base d'échantillon, du caractère raisonnable des dépréciations évaluées à dire d'expert.

Nous avons également apprécié les informations sur le risque de crédit présentées dans les états financiers au 31 décembre 2024.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

### ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### ***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société COMPAGNIE GENERALE DE CREDIT AUX PARTICULIERS SA - CREDIPAR par votre assemblée générale du 15 mai 2016 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 28 avril 2005 pour le cabinet Forvis-Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 9<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis-Mazars dans la 20<sup>ème</sup> année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 5 mai 2025

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
**GaëL COLABELLA**

**Forvis Mazars S.A.**  
**Alexandra KRITCHMAR**

**Bilan au 31 décembre 2024**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>ACTIF</b>		
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>2 428 561</b>	<b>2 310 523</b>
- Caisse, Banques Centrales (note 4)	1 298 087	52 038
- Créances sur les établissements de crédit (note 5)	1 130 474	2 258 485
<b>Opérations avec la clientèle</b> (note 6)	<b>3 396 668</b>	<b>4 236 371</b>
- Autres concours à la clientèle	3 396 668	4 236 371
- Comptes ordinaires débiteurs	-	-
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b> (note 7)	<b>4 913 749</b>	<b>4 649 236</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Parts dans les entreprises liées</b> (note 8)	<b>52 732</b>	<b>- 52 293</b>
<b>Crédit-bail et Location avec option d'achat</b> (note 9)	<b>6 788 709</b>	<b>5 374 451</b>
<b>Location simple</b> (note 9)	<b>2 339 043</b>	<b>2 939 428</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b> (note 10)	<b>27 672</b>	<b>29 412</b>
<b>Immobilisations corporelles</b> (note 10)	<b>6 613</b>	<b>6 421</b>
<b>Autres actifs</b> (note 11)	<b>368 257</b>	<b>421 242</b>
<b>Comptes de régularisation - Actif</b> (note 12)	<b>163 394</b>	<b>143 318</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>20 485 398</b>	<b>20 162 694</b>

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b> (note 13)	<b>11 263 144</b>	<b>13 235 626</b>
- Banques Centrales, C.C.P	-	-
- Dettes envers les établissements de crédit	11 263 144	- 13 235 626
<b>Opérations avec la clientèle</b> (note 14)	<b>2 814 635</b>	<b>637 939</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres passifs</b> (note 15)	<b>552 294</b>	<b>- 563 696</b>
<b>Comptes de régularisation - Passif</b> (note 16)	<b>5 318 794</b>	<b>5 299 519</b>
<b>Provisions</b> (note 17)	<b>26 663</b>	<b>21 898</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Fonds pour risques bancaires généraux</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Capitaux propres</b> (note 18)	<b>509 868</b>	<b>- 404 015</b>
- Capital souscrit	138 517	138 517
- Primes d'émission, d'apport, de fusion	168 389	168 389
- Réserves	55 985	55 985
- Provisions réglementées et subventions d'investissement	-	-
- Report à nouveau	3	72
- Résultat de l'exercice	146 975	41 053
<b>Total du passif</b>	<b>20 485 398</b>	<b>20 162 694</b>

**Hors Bilan au 31 décembre 2024**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 582 037</b>	<b>1 593 070</b>
- En faveur d'établissements de crédit	-	-
- En faveur de la clientèle <sup>(1)</sup>	1 582 037	- 1 593 070
<b>Engagements de garantie</b>	<b>558</b>	<b>1 716</b>
- En faveur d'établissements de crédit	-	-
- En faveur de la clientèle	558	- 1 716
<b>Engagements sur titres et créances</b>	<b>1 920 300</b>	<b>1 069 874</b>
- Titres et créances donnés en garantie auprès de la BCE <sup>(2)</sup>	1 920 300	1 069 874
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>(70 000)</b>	<b>(220 000)</b>
- Reçus d'établissements de crédit <sup>(3)</sup>	(70 000)	(220 000)
<b>Engagements de garantie</b>	<b>(1 236 163)</b>	<b>(1 178 493)</b>
- Reçus d'établissements de crédit	(1 236 163)	(1 178 493)

(1) Les engagements sur offres préalables de crédit sur la clientèle sont pris en compte. Les autorisations de lignes de crédit accordées au réseau, révocables à tout moment, ne sont pas prises en compte, sauf contrats particuliers.

(2) Il s'agit du montant de collatéral mobilisable auprès de la BCE. CREDIPAR a remis 1 920 millions d'euros de titres ABS sur son compte de garantie, que la Banque de France a valorisé pour un total de 1 727 millions d'euros. Tous les TLTRO-III ont été remboursés.

(3) Il s'agit d'engagements de financement reçus de Banque Stellantis France.

## Compte de résultat au 31 décembre 2024

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>734 737</b>	<b>625 811</b>
- Sur opérations avec les établissements de crédit (note 20)	89 063	48 691
- Sur opérations avec la clientèle (note 21)	297 411	246 055
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe (note 22)	348 262	331 066
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>(463 387)</b>	<b>(339 621)</b>
- Sur opérations avec les établissements de crédit (note 20)	(435 795)	(392 650)
- Sur opérations avec la clientèle (note 21)	(27 593)	53 029
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe (note 22)	-	-
<b>Résultat sur intérêts et produits et charges assimilées</b>	<b>271 349</b>	<b>286 190</b>
<b>Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 23)</b>	<b>2 567 726</b>	<b>2 043 621</b>
<b>Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 23)</b>	<b>(2 694 929)</b>	<b>(2 152 619)</b>
<b>Résultat sur opérations de crédit-bail et assimilées</b>	<b>(127 203)</b>	<b>(108 998)</b>
<b>Produits sur opérations de location simple (note 23)</b>	<b>1 492 963</b>	<b>1 363 918</b>
<b>Charges sur opérations de location simple (note 23)</b>	<b>(1 269 535)</b>	<b>(1 370 961)</b>
<b>Résultat sur opérations de location simple</b>	<b>223 428</b>	<b>(7 043)</b>
<b>Revenus des titres à revenu variable (note 24)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Commissions (Produits) (note 25)</b>	<b>177 590</b>	<b>154 560</b>
<b>Commissions (Charges) (note 25)</b>	<b>(11 095)</b>	<b>(4 511)</b>
<b>Commissions nettes</b>	<b>166 495</b>	<b>150 049</b>
<b>Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres produits d'exploitation bancaire (note 26)</b>	<b>24 482</b>	<b>5 154</b>
<b>Autres charges d'exploitation bancaire (note 26)</b>	<b>(110 388)</b>	<b>(89 275)</b>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>448 163</b>	<b>236 077</b>
<b>Charges générales d'exploitation (note 27)</b>	<b>(189 186)</b>	<b>(175 311)</b>
<b>Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles (note 10)</b>	<b>(5 961)</b>	<b>(4 909)</b>
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>253 017</b>	<b>55 857</b>
<b>Coût du risque (note 28)</b>	<b>(51 019)</b>	<b>(52 874)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>201 998</b>	<b>2 983</b>
<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 29)</b>	<b>365</b>	<b>293</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>202 363</b>	<b>3 276</b>
<b>Résultat exceptionnel (note 31)</b>	<b>118</b>	<b>43 747</b>
<b>Impôt sur les bénéfices (note 30)</b>	<b>(55 506)</b>	<b>(5 970)</b>
<b>Dotations / reprises de provisions règlementées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>146 975</b>	<b>41 053</b>
<b>Résultat par action (en euros)</b>	<b>16,98</b>	<b>4,74</b>

## Notes annexes aux Etats Financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024

### Note 1 Faits marquants de l'exercice

#### A. Partenariat entre Stellantis Financial Services Europe (ex. Banque PSA Finance) et Santander Consumer Finance

La Compagnie Générale de Crédit aux Particuliers (CREDIPAR) est une filiale à 100 % de Banque Stellantis France (ex. PSA Banque France) qui est contrôlée à 50/50 par Stellantis Financial Services Europe et par Santander Consumer Finance. 2024 a été la dixième année de ce partenariat signé entre Stellantis Financial Services Europe et Santander Consumer Finance en février 2015.

La réorganisation des activités de financement du groupe Stellantis en Europe, initiée en avril 2023, a été pleinement finalisée au cours de l'exercice 2024. CREDIPAR assure désormais le financement de l'ensemble des marques du groupe Stellantis en France ainsi que de leurs réseaux de distribution. En contrepartie, l'activité de location longue durée auprès de la clientèle d'entreprises a été totalement reprise par la société Leasys qui se charge également de la gestion des contrats de CREDIPAR mis en place dans le cadre de cette activité avant son transfert à Leasys. CREDIPAR continue, en effet, de conserver dans son bilan l'ensemble des contrats de location longue durée existants au 2 avril 2023, jusqu'à leur maturité. Cet encours, en run-off devrait être totalement éteint en 2028.

#### B. Participation au programme gouvernemental de Leasing Electrique (ou Leasing Social)

CREDIPAR a participé avec succès en 2024 au programme de Leasing Electrique (qualifié également de Leasing Social) mis en place par le Gouvernement français afin d'inciter les ménages aux revenus modestes à utiliser des véhicules électriques. Ce programme consistait à louer pendant une période minimale de 3 ans un véhicule électrique à un coût maximum de 100 euros pour les plus petites voitures et de 150 euros pour les voitures familiales grâce à une aide totale des pouvoirs publics pouvant aller jusqu'à 13 000 euros. Plus de 32 000 véhicules électriques

ont été financés pour un montant de 825 millions d'euros par CREDIPAR en 2024 dans le cadre de ce programme principalement sous la forme de contrats de location longue durée. Grâce au soutien apporté par ce programme, CREDIPAR a réalisé en 2024 un niveau record de nouveaux financements destinés à la clientèle finale pour un montant total de 5 493 millions d'euros.

### **C. Développement de l'activité de collecte d'épargne sous la marque Distingo Bank en Allemagne, aux Pays-Bas et en Espagne**

CREDIPAR a poursuivi en 2024 sa stratégie de diversification et d'optimisation de ses sources de refinancement grâce à la collecte d'épargne initiée en Allemagne en juin 2023 ainsi qu'aux Pays-Bas et en Espagne en novembre 2023. Cette activité a crû de manière significative en 2024 pour atteindre 2,8 milliards d'euros collectés grâce à la collaboration mise en place avec la société Raisin qui assure la commercialisation des produits d'épargne de CREDIPAR, sous la marque Distingo Bank, sur ses plateformes internet présentes en Allemagne, aux Pays-Bas et en Espagne.

### **D. Financements de nouvelles marques du groupe Stellantis en France**

Il est à noter le lancement de 2 nouvelles marques au sein du groupe Stellantis en France en fin d'année 2024, à savoir les marques Lancia et Leap Motor pour lesquelles CREDIPAR offrira les mêmes produits de financements et de services (assurances en particulier) que pour les autres marques du groupe Stellantis. Il en est de même pour les produits de financements proposés aux réseaux de distribution de ces deux nouvelles marques et en particulier le financement des stocks de véhicules.

### **E. Correction effectuée dans les comptes 2024**

Au 31 décembre 2023, les loyers futurs titrisés s'élevaient à 4 643 millions d'euros sur un total de 5 300 millions d'euros de "Note 16 - Comptes de régularisation-Passif". Suite à l'identification d'une erreur opérationnelle, ce poste était surestimé de 32,9 millions d'euros. Afin d'aligner les produits constatés d'avance liés au Fonds Commun Auto-ABS French Leases 2023 avec les créances titrisées dans le fonds, une correction de 32,9 millions d'euros a été comptabilisée en 2024. Cette écriture contribue ainsi à une augmentation des "Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées - Note 23" de 32,9 millions d'euros en 2024.

## **Note 2 Principes comptables**

Les états financiers de la société CREDIPAR sont établis et présentés conformément aux principes comptables applicables en France aux établissements de crédit, notamment le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et amendé par le règlement 2020-10 du 22 décembre 2020.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes A à G ci-dessous.

Le terme « entreprises liées » désigne toutes les entreprises présentes dans le périmètre de consolidation des groupes STELLANTIS et SANTANDER, auxquels CREDIPAR appartient.

### **A. IMMOBILISATIONS**

Les immobilisations figurant au bilan sont constituées par des véhicules loués ainsi que des immobilisations corporelles et incorporelles.

#### **Véhicules loués**

Les activités de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple apparaissent au bilan pour la valeur nette des véhicules loués. Les véhicules loués sont amortis sur une durée d'usage de quatre ans, durée réduite à trois ans pour les véhicules d'occasion loués.

Ces modalités ne présentent pas d'écart net significatif par rapport à des amortissements i) sur la durée du contrat de location alors qu'il est probable que l'option sera levée au terme de la location et ii) sur une valeur égale au coût d'acquisition diminué du prix de levée de l'option à l'issue de la période de location, iii) et en comptabilisant sous forme d'amortissements dérogatoires le sous-amortissement par rapport aux règles fiscales tel que permis par l'avis n° 2006- C du 4 octobre 2006 du Comité d'urgence du CNC.

#### **Immobilisations incorporelles**

Les coûts de développement internes ou externes des logiciels informatiques à usage interne et affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances sont portés à l'actif du bilan. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation des logiciels avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement sont immédiatement portés en charges. Les petits logiciels externes sont amortis sur douze mois.

Les fonds de commerce ainsi que les conventions de successeurs constituent des immobilisations incorporelles comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une période maximum de 10 ans, selon le mode linéaire.

#### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, ou le cas échéant, à leur valeur d'apport.



Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont amorties sur les durées de vie suivantes :

- Constructions	20 à 30 ans, linéaire
- Agencements et mobiliers de bureau	10 ans, linéaire
- Matériels	3 à 5 ans, linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet

## B. TITRES

Conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 Livre II – Titre 3, du 26 novembre 2014, les titres sont classés en fonction de l'intention qui préside à leur détention.

### Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition, et se répartissent en « Obligations et autres titres à revenu fixe » et en « Actions et autres titres à revenu variable ».

Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres (surcote / décote) est amorti sur leur durée de vie résiduelle, de façon actuarielle pour les titres de créances négociables et les obligations à coupon zéro ou unique, et de façon linéaire pour les autres titres. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Lorsque le prix de marché à la date de clôture est inférieur à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est comptabilisée.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les intérêts sont inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés », les intérêts courus non échus étant comptabilisés prorata temporis.

### Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de la banque sont classés en titres de participation. Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, hors frais accessoires d'achat.

Au bilan, ces titres sont maintenus à leur prix de revient, sauf si leur valeur d'utilité devient inférieure à leur valeur comptable, auquel cas des dépréciations sont constatées. Leur valeur d'utilité est appréciée par l'analyse combinée de plusieurs paramètres à savoir le montant de l'actif net ainsi que les perspectives de bénéfices futurs et de flux de trésoreries futurs (prévisions de dividendes des années à venir). Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

## C. CREANCES SUR LA CLIENTELE ET OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILEES

### C1. Opérations avec la clientèle

La valeur brute des financements de Vente à Crédit inclut les intérêts courus. Les intérêts globaux sur la période de financement sont enregistrés en produits financiers sur la durée des contrats selon la méthode actuarielle. Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs de clientèle, ainsi que les frais administratifs directs externes sont enregistrées en « Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle » et sont étalés de manière symétrique aux produits comptabilisés sur les contrats. Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats sont passés en charges au moment où ils sont exposés et enregistrés en « Commissions » sur opérations avec la clientèle.

La valeur brute des financements de stocks aux réseaux comprend le montant principal avancé et les intérêts courus qui sont comptabilisés en produits financiers sur une base mensuelle.

Dans les paragraphes qui suivent, on distinguera la clientèle « retail », correspondant à la « clientèle finale – détail », et la clientèle hors « retail », qui comprend le « corporate réseau », le « corporate hors réseau » (flottes de grandes entreprises), les flottes des administrations locales et des banques.

### Classement en créances douteuses

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, les engagements présentant des échéances impayées de plus de 90 jours ou de plus de 270 jours pour les Administrations locales, sont classés en créances douteuses.

Notion de statut immunisant : l'application d'un statut immunisant permet le report du déclassement en créances douteuses dans la limite de 150 jours pour la clientèle « retail », de 451 jours pour la clientèle « corporate » et de 631 jours pour les administrations publiques et dans la mesure où les impayés constatés ne sont que la conséquence d'événements techniques non liés à la solvabilité du client.

Notion de statut forçant : l'utilisation d'un statut forçant en cas de risque aggravé permet le déclassement avant 91 jours les créances vers un statut de créances douteuses. Pour la clientèle autre que « retail », dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement par le délai, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « rapport flash ».

L'existence du « rapport flash » est reconnue dans les systèmes et joue le rôle de statut forçant

**Classement en créances douteuses compromises**

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, les engagements considérés comme irrécouvrables, ou qui présentent des échéances impayées de plus de 149 jours pour la clientèle « retail », de plus de 451 jours pour la clientèle « corporate » et de plus de 631 jours pour les administrations locales, sont classés en créances douteuses compromises. A partir de ce moment, il y a systématiquement déchéance du bénéfice du terme et la comptabilisation des produits financiers correspondants est suspendue.

**C2. Crédit-bail et location longue durée**

Se reporter au paragraphe sur les véhicules loués au paragraphe A ci-avant.

Les loyers impayés échus de moins de 91 jours sont classés en créances rattachées aux immobilisations louées.

**Classement en créances douteuses**

Si le dossier présente des impayés de plus de 90 jours ou de plus de 270 jours pour les administrations locales, les loyers impayés correspondants sont classés en créances douteuses, conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 (cf. les notions de statut immunisant et de statut forçant au paragraphe C1, qui interviennent de la même façon en crédit-bail et en location longue durée).

**Classement en créances douteuses compromises**

Si le dossier est considéré comme irrécouvrable ou s'il présente des impayés de plus de 149 jours pour la clientèle « retail », de plus de 451 jours pour la clientèle « corporate » et de plus de 631 jours pour les administrations locales, les loyers impayés correspondants sont classés en créances douteuses compromises, conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014. A partir de ce moment, il y a systématiquement déchéance du bénéfice du terme et la comptabilisation des produits financiers correspondants est suspendue. L'intégralité du capital restant dû est alors classée en créances douteuses compromises en plus des loyers échus.

**C3. Commissions reçues et coûts marginaux de transactions étalés**

Les commissions reçues comprennent essentiellement les bonifications d'intérêts versées par les marques du groupe STELLANTIS ainsi que les frais de dossiers facturés aux clients. Elles font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

Les coûts marginaux de transaction comprennent essentiellement les commissions versées aux apporteurs d'affaires. Ils font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

**C4. Dépréciations et provisions des créances sur la clientèle****Dépréciations des créances à la clientèle « retail » :**

- Concernant les créances saines, l'existence d'un impayé caractérise le risque de perte de valeur de la créance. Dès le premier jour d'impayé, la totalité de l'encours restant dû est dépréciée en fonction de sa probabilité de passage en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées. La provision calculée est classée au passif du bilan. Dans le cas des opérations de crédit-bail et de location longue durée, la provision porte sur les loyers échus sains.

- En ce qui concerne les créances douteuses et les créances douteuses compromises, telles que définies précédemment, la société a constitué une base de données historiques, qui intègre les données de recouvrement effectif de ces créances. Cette base permet d'apprécier le taux de pertes moyennes actualisées, sur la base duquel est calculée la dépréciation sur créances douteuses et douteuses compromises. Elle s'applique à la totalité de l'encours, en affectant en priorité 100 % sur les impayés échus. Dans le cas des opérations de crédit-bail et de location longue durée, la dépréciation porte sur les loyers échus douteux et douteux compromis au taux de 73 %. A partir de la déchéance du terme, la dépréciation au taux de pertes moyennes actualisées porte sur les loyers échus et le capital restant dû devenu exigible.

**Dépréciations des créances à la clientèle autre que « retail » :**

- Dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement par le délai, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « rapport flash », qui précise le montant éventuel de la dépréciation.

Dans le cas des opérations de location longue durée, la dépréciation porte sur les loyers échus douteux et douteux compromis. A partir de la déchéance du terme, elle porte aussi sur le capital restant dû exigible.

- A la suite de la revue de la qualité des actifs (AQR) effectuée en 2014 par la Banque Centrale Européenne, différents indicateurs (risques pays, secteurs, zones à risques, etc...) ont été pris en compte à titre complémentaire afin de déterminer des dépréciations sur base collective.

A la suite de la demande du régulateur, un modèle de dépréciation a été développé. La société enregistre une dépréciation collective sur l'encours sain « corporate » depuis fin 2014.

**Passages en pertes :**

Dès lors qu'une créance est considérée comme irrécouvrable, elle est passée en pertes. A partir de ce moment, la dépréciation précédente est reprise au compte de résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité également au compte de résultat.

Les procédures de la société CREDIPAR prévoient le passage en pertes des créances présentant 48 mois d'impayés pour la « vente à crédit », et 24 mois d'impayés pour la location avec option d'achat, la location longue durée ou le crédit-bail.

#### **C5. Créances restructurées**

Un encours douteux peut être restructuré, du fait de la situation financière du débiteur. En fonction des modalités de restructuration choisies, la Société est amenée à constater ou non une décote.

La décote correspond à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs de capital et d'intérêts issus de la restructuration.

Indépendamment des aspects liés aux garanties complémentaires éventuellement demandées, les modalités de restructuration suivantes peuvent être utilisées, seules ou combinées :

- Abandon de créance

L'abandon de principal ou d'intérêt (échu ou couru) est constaté en perte ; le montant abandonné ne figure plus à l'actif.

- Report d'échéance à titre gratuit

Les reports d'échéances (ou période de franchise « gratuite ») peuvent être imposés par une commission de surendettement (de type Neiertz en France), laquelle peut décider d'un moratoire de paiement. Dans ce cas, la décote correspond à l'actualisation (au taux du crédit) pendant la durée du report.

- Baisse du taux d'intérêt

Les baisses de taux induisent mécaniquement la création d'une décote. La décote correspond à l'écart entre les flux actualisés au nouveau taux du crédit et les flux actualisés au taux initial du crédit.

- Allongement de la durée du crédit

Pris isolément (sans report d'échéance ni baisse de taux), l'allongement de la durée du crédit ne produit aucune décote, le Taux d'intérêt effectif du concours se trouve inchangé. Dans ce cas précis, la créance n'est pas considérée comme étant restructurée, mais seulement réaménagée.

Pour ses Créances restructurées, la Société a choisi le retour en encours sains, dans une sous-catégorie spécifique (encours sains restructurés), jusqu'à l'échéance finale.

Cette possibilité est spécifiquement prévue par le Règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- Retour immédiat en encours douteux dès le premier impayé,

Communication en Annexe du traitement appliqué aux créances restructurées (principes et méthodes, montant) ;

- Maintien d'une dépréciation au moins égale à la décote éventuelle.

L'inscription en encours sains restructurés est faite dès que les nouvelles modalités de relations établies entre la Société et le client sont connues (report d'échéance à titre gratuit, baisse de taux, etc....)

Dans la mesure où l'existence d'une restructuration antérieure constitue un indicateur effectif de risque de perte (loss event), il a été décidé de maintenir une dépréciation sur les encours restructurés, égale à celle prévue sur les encours sains avec impayés.

Dans la mesure où la Société maintient une dépréciation sur encours restructurés supérieure au montant de la décote, aucune décote n'est comptabilisée, conformément à la possibilité ouverte par le Règlement ANC n° 2014-07.

Lorsqu'à la suite d'un retour en encours sains pour restructuration, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, il est immédiatement transféré en encours douteux, dès le premier impayé. Après 149 jours d'impayé (pour les clients retail) ou 451 jours d'impayés (pour les clients corporate), il est déclassé en encours douteux compromis, selon la procédure classique.

#### **C6. Opérations de titrisation**

Les titrisations de créances de « vente à crédit » font disparaître les encours correspondants du bilan ; elles ne dégagent pas de résultat de cession.

Les titrisations de loyers futurs de location avec option d'achat ou de location longue durée ont pour conséquence la constatation d'un passif au bilan, représentatif des loyers perçus d'avance. Ce passif est amorti en résultat selon un rythme similaire à celui de l'exigibilité des loyers initialement cédés. Elles ne dégagent pas de résultat de cession.

### **D. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET MEDAILLES DU TRAVAIL**

#### **Engagements résiduels du régime de la Caisse de Retraite du Personnel Bancaire**

La provision pour engagements résiduels du régime de la Caisse de Retraite du Personnel Bancaire est constituée, si nécessaire, sur la base de la valeur actuelle probable des versements annuels, destinés à compléter les ressources nécessaires au paiement de la retraite complémentaire AGIRC - ARRCO. Il n'y a plus de provision au titre de cet engagement, les versements effectués à ce jour couvrant l'intégralité des droits acquis.

#### **Engagements pour indemnités de fin de carrière, retraites complémentaires**

Les salariés de CREDIPAR perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes à la législation, des suppléments de retraite suivant le régime à cotisations définies ainsi que d'indemnités de départ à la retraite.

Dans le cadre du régime à cotisations définies, la Société n'a pas d'autre obligation que le paiement des cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat de l'exercice.

Pour ce qui concerne les retraites complémentaires versées au personnel ayant quitté le groupe, la compagnie d'assurance a reçu les fonds nécessaires et est responsable du versement des rentes. Les droits acquis au titre des retraites complémentaires concernant le personnel en activité sont totalement couverts par les fonds versés à la compagnie d'assurances.

Depuis 2002, les salariés de CREDIPAR ne bénéficient plus de régime à prestations définies.

Les indemnités de départ à la retraite sont quant à elles évaluées par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetés. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

une hypothèse de date de départ à la retraite,

un taux d'actualisation financière,

un taux d'inflation,

des hypothèses d'augmentation de salaires et de rotation du personnel.

Il s'agit des indemnités de fin de carrière, pour lesquelles les droits acquis sont intégralement couverts.

Ces évaluations sont effectuées tous les ans. Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts sont reconnus en résultat l'année de leur constatation.

Les fonds externes sont appelés à couvrir les engagements de retraite. Ainsi, dans le cas où les actifs financiers excèdent les engagements comptabilisés, une charge constatée d'avance est comptabilisée à l'actif du bilan.

#### **Engagements pour médailles du travail**

La dette latente couvrant les charges futures de règlement des médailles du travail est intégralement couverte par une provision.

### **E. INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME**

#### **Nature des opérations**

Les encours consentis par CREDIPAR à la clientèle, sous forme de « vente à crédit », de location avec option d'achat ou location simple, sont essentiellement accordés à taux fixe, le refinancement est en majeure partie indexé sur des taux révisables ou variables.

L'impact des variations de taux d'intérêt sur la valeur économique du bilan et sur la marge nette d'intérêt est géré dans le respect de seuils définis en contractant des dérivés avec des contreparties bancaires. Ces dérivés sont qualifiés de macro-couverture.

Toutes les opérations réalisées par CREDIPAR sur les dérivés sont des opérations de couverture réalisées sur des marchés de gré à gré (swaps principalement).

#### **Principes d'enregistrement**

Les dérivés en vie à la date de clôture figurent dans les engagements hors bilan. Les dérivés de taux sont enregistrés conformément aux dispositions du Règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les montants inscrits dans les comptes de hors bilan correspondent aux engagements nominaux et représentent le volume des opérations et non les risques qui leur sont associés.

#### *Opérations de macro-couverture*

Les opérations de couverture des encours clientèle à taux fixe réalisées par CREDIPAR sont qualifiées de macro-couverture : les charges et les produits sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

#### *Opérations de micro-couverture*

Les dettes à taux fixe peuvent être couvertes par des opérations de micro-couverture, dont les charges et les produits sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

#### *Traitement des soultes*

Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat, ou de son remplacement par un autre contrat, sont rapportées immédiatement au compte de résultat.

#### *Traitement des acomptes sur résultat futur des swaps – appels de marges*

Dans le cas de swaps avec acompte payé ou reçu sur résultat futur :

l'acompte payé est comptabilisé en « charges payées d'avance »,

l'acompte reçu est comptabilisé en « produits constatés d'avance ».

**Informations relatives au risque de contrepartie sur instruments dérivés**

Les dérivés sont conclus avec des contreparties bancaires et des établissements financiers de premier plan et en catégorie " investment grade ". Les instruments dérivés sont traités dans le cadre de conventions ISDA/IBF et font l'objet d'appel de marge (CSA/ARG) avec toutes les contreparties. Les limites sont fixées pour chacune des contreparties en fonction de leur notation par les agences de rating. Les utilisations des limites sont mesurées et vérifiées et les éventuels dépassements sont communiqués. Les informations relatives au suivi du risque de contrepartie font également l'objet d'un reporting mensuel par la Direction des risques au comité ALCO (Asset & Liability Committee) et au comité des risques.

**F. PARTICIPATION ET INTERESSEMENT DES SALARIES****Participation des salariés**

La société CREDIPAR applique pour l'exercice 2024 le régime légal de participation des salariés et également un intéressement pour partager la valeur ajoutée de la société, montant diminué de la participation légale, conformément à l'accord social signé avec les partenaires sociaux. Pour l'exercice 2024, le montant global de participation et d'intéressement devrait s'établir à 7,6 millions d'euros (forfait social inclus).

**G. IMPOT SUR LES BENEFICES**

En 2016, a été créé le groupe d'intégration fiscale Banque Stellantis France regroupant sa filiale à 100 %, CREDIPAR, ainsi que CLV, filiale à 100 % de CREDIPAR.

Au titre de l'exercice 2024, la Société continue d'être assujettie à l'impôt sur les sociétés à titre individuel.

**NOTE 3 Présentation des opérations de titrisation****A. Nouvelles opérations de titrisation intervenues au cours de l'exercice :**

Le 24 avril 2024, CREDIPAR a cédé pour 722 millions d'euros de créances de financements automobiles, au fonds commun de titrisation Auto ABS French Loans 2024. La création de ce nouveau fond est concomitante à l'émission de titres seniors (Class A) pour 650 millions d'euros notés AAAsf/Aaa(sf) et placés auprès d'investisseurs. CREDIPAR a souscrit les titres représentant la tranche mezzanines (class B) notés Aasf/A1(sf) pour un montant de 36,1 millions d'euros, les titres juniors (class C) non listés et non notés pour 36,1 millions d'euros, ainsi que les 2 parts résiduelles de 150 euros chacune.

Le 11 juillet 2024, CREDIPAR est entré dans un contrat de garantie financière avec le fonds FCT Auto ABS Synthetic French Loans 2024 créé le même jour. La protection souscrite par CREDIPAR porte sur le risque mezzanine pour un montant de 48,1 millions d'euros, relative à un portefeuille de référence de 740 millions d'euros de prêts consentis par CREDIPAR à une clientèle de particuliers. Cette protection a été financée par l'émission d'obligations mezzanine par le FCT Auto ABS Synthetic French Loans 2024 et de deux parts résiduelles de 150 euros chacune. Les obligations mezzanines ont été placées auprès d'investisseurs et CREDIPAR a souscrit les deux parts résiduelles. La période de référencement des nouvelles créances au titre de cette garantie est définie pour une durée de 18 mois afin de compenser l'amortissement des créances du portefeuille initial. Le premier amortissement sur cette transaction débutera en janvier 2026.

**B. Autres événements intervenus au cours de l'exercice**

Le 29 novembre 2019, CREDIPAR est entré dans un contrat de garantie financière avec le fonds FCT Auto ABS Synthetic French Loans 2019 créé le même jour. La protection souscrite par CREDIPAR portait sur le risque mezzanine pour un montant de 126 millions d'euros, relative à un portefeuille de référence de 1,5 milliard de prêts consentis par CREDIPAR à une clientèle de particuliers. Les obligations mezzanine ont été placées auprès d'investisseurs et CREDIPAR a souscrit les deux parts résiduelles. La période de référencement de nouvelles créances au titre de cette garantie afin de compenser l'amortissement des créances du portefeuille initial, avait pris fin en janvier 2021 et cette transaction a été entièrement liquidée en septembre 2024.

**C. Autres opérations en cours :**

Le 29 novembre 2012, CREDIPAR a cédé pour 296 millions d'euros de créances de financements automobiles, au fonds commun de titrisation Auto ABS French Loans Master. Le compartiment a émis des obligations seniors (classe A) notées AAA/Aaa pour un montant de 267 millions d'euros, des obligations juniors (classe B) non notées pour 29 millions d'euros et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros souscrites par CREDIPAR. En mai 2023, la période de rechargement a été étendue pour une troisième fois jusqu'à mai 2028 et les critères d'éligibilité des créances ont été élargis à de nouveaux produits (véhicules électriques), permettant une hausse du potentiel de créances titrisables. La taille du programme est maintenue à un maximum de 2,5 milliards d'euros de titres seniors, et la notation des titres a été revue à AA (sf)/Aaa(sf). Au 31 décembre 2024, CREDIPAR détient 815,7 millions d'euros d'obligations seniors émises par ce fonds « classe A » et l'intégralité des obligations juniors « Classe B ». Au 31 décembre 2024, CREDIPAR continue de détenir au moins 5 % de chaque série d'obligation au titre de son obligation de rétention de risque, selon la méthode dite verticale. Les titres seniors sont utilisés en collatéral auprès de la Banque de France en vue de constituer une réserve de liquidité.

Le 3 mai 2013, CREDIPAR a cédé au compartiment France 2013 du fonds commun de titrisation AUTO ABS DFP MASTER 869,8 millions d'euros de créances commerciales sur des concessionnaires Peugeot, Citroën et DS. Le fonds a émis des obligations seniors (classe A) notées Aaa(sf)/AAA (sf) à hauteur de 550 millions d'euros, des obligations seniors (classe S) notées Aaa(sf)/AAA(sf) à hauteur de 30 millions d'euros, des obligations juniors (classe B) à hauteur de 228 millions d'euros non notées et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros souscrites par CREDIPAR.

En 2020, le programme prévoyant un montant maximum de 1,5 milliards d'euros de titres seniors a été restructuré et est redevenu public. A cet effet, un prospectus initial a été approuvé par l'AMF le 17 septembre 2020, et l'opération a été notée par 2 agences. La période de rechargement a été étendue jusqu'à septembre 2025 et les critères de concentration sur les débiteurs des créances ont été modifiés, permettant une hausse du potentiel de créances titrisables. Le rehaussement de crédit de la transaction a par ailleurs été revu à la baisse, en ligne avec une notation des titres seniors à un niveau AA/Aa à partir des émissions du 21 septembre 2020. Au 31 décembre 2024, l'intégralité des obligations émises par ce fonds (seniors « classe S » et juniors « classe B ») est détenue par CREDIPAR pour un montant de 1,42 milliards d'euros. Les titres seniors sont utilisés en collatéral auprès de la Banque de France en vue de constituer une réserve de liquidité.

Le 28 juillet 2016, CREDIPAR a cédé pour un montant de 341 millions d'euros correspondant à des contrats de location avec option d'achat (créances de loyers futurs et créances portant sur la vente du véhicule en fin de période de location) au fonds commun de titrisation Auto ABS French Leases Master Compartiment 2016. Le compartiment a émis des obligations seniors (classe A) non notées pour 256,6 millions d'euros, des obligations juniors (classe B) non notées pour 4,3 millions d'euros et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros souscrites par CREDIPAR. L'ensemble des titres seniors a été placé auprès d'un pool d'investisseurs et la période initiale de revolving de la transaction a été fixée à deux ans.

En novembre 2023, la transaction a été amendée pour étendre la durée de rechargement du fonds pour la quatrième fois jusqu'à décembre 2025, pour un financement des titres seniors par un pool d'investisseurs à hauteur de 1 650 millions d'euros et par CREDIPAR à hauteur de 72 millions d'euros. CREDIPAR souscrit également le titre junior « classe B ». Au 31 décembre 2024, CREDIPAR détient une obligation classe A de 86,8 millions d'euros correspondant à 5 % des titres seniors émis, au titre de son obligation de rétention de risque, selon la méthode dite verticale, et détient le titre junior classe B.

Le 27 juillet 2017, CREDIPAR a cédé pour 350 millions d'euros de créances correspondant à des contrats de location longue durée (créances de loyers futurs et créances portant sur la vente du véhicule en fin de période de location) au fonds commun de titrisation Auto ABS French LT Leases Master. Le fonds a émis des obligations seniors (classe A) non notées pour 244,3 millions d'euros, des obligations juniors (classe B) non notées pour 105,7 millions d'euros et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros souscrites par CREDIPAR. L'ensemble des titres seniors a été placé auprès d'un pool d'investisseurs et la période initiale de revolving de la transaction a été fixée à deux ans. La transaction a par la suite été amendée en 2021, le dernier amendement de la transaction ayant eu lieu en novembre 2021, pour étendre la durée de rechargement du fonds jusqu'à novembre 2023 pour un financement des titres seniors par un pool d'investisseurs à hauteur de 600 millions d'euros. Ce fonds est entré en phase d'amortissement à la date du 23 novembre 2023. L'intégralité des titres juniors a été souscrite par CREDIPAR. Au 31 décembre 2024, CREDIPAR continue de détenir l'intégralité des titres juniors émis à hauteur de 347,9 millions d'euros au titre de son obligation de rétention de risque, selon la méthode dite horizontale.

Le 28 juin 2021, CREDIPAR a cédé pour 1 006,3 millions d'euros de créances correspondant à des contrats de location avec option d'achat (créances de loyers futurs et créances portant sur la vente du véhicule en fin de période de location), au fonds commun de titrisation Auto ABS French Leases 2021. Le fonds a émis des obligations seniors " classe A " notées à l'émission AAA (sf)/AAA (sf) pour 800 millions d'euros, des obligations mezzanines notées à l'émission AA (sf)/AA+(sf) pour 65,4 millions d'euros, des obligations juniors " classe C " non notées pour 140,9 millions d'euros et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros. Lors du lancement de cette opération publique, une partie seulement des obligations classe A (500 millions d'euros) a été offerte au marché, les obligations restantes classe A (300 millions d'euros), les obligations classe B et classe C, les parts résiduelles ont été souscrites par CREDIPAR au closing du 28 juin 2021. CREDIPAR a ensuite revendu les 3 000 obligations classe A, souscrites en octobre 2021. La transaction est entrée en amortissement depuis juin 2022. Au 31 décembre 2024, CREDIPAR détient l'intégralité des obligations classe B et classe C.

Le 9 décembre 2022, CREDIPAR est entré dans un contrat de garantie financière avec le fonds FCT Auto ABS Synthetic French Loans 2022 créé le même jour. La protection souscrite par CREDIPAR porte sur le risque mezzanine pour un montant de 37,5 millions d'euros, relative à un portefeuille de référence de 586 millions d'euros de prêts auprès d'une clientèle de particuliers, originés par CREDIPAR. Cette protection a été financée par l'émission d'obligations par le FCT Auto ABS Synthetic French Loans 2022 et de deux parts résiduelles. Les obligations ont été placées auprès d'investisseurs et CREDIPAR a souscrit les deux parts résiduelles. La période de référencement de nouvelles créances au titre de cette garantie était définie pour une durée d'un an afin de compenser l'amortissement des créances du portefeuille initial. La transaction est entrée en amortissement depuis janvier 2024.

Le 26 octobre 2023, CREDIPAR a cédé pour 573 millions d'euros de créances correspondant à des contrats de location avec option d'achat (créances de loyers futurs et créances portant sur la vente du véhicule en fin de période de location), au fonds commun de titrisation Auto ABS French Leases 2023. Le fonds a émis des obligations seniors (Class A) pour un montant de 450 millions d'euros notés AAA (sf)/AAA (sf), et placés auprès d'investisseurs. CREDIPAR a souscrit les titres mezzanines (Class B) notés AA (high)(sf)/AA (sf) pour un montant de 37,9 millions d'euros, les titres juniors (class C) non listés et non notés pour un montant de 85,4 millions d'euros, ainsi que les deux parts résiduelles de 150 euros chacune. La transaction est entrée en amortissement depuis novembre 2024. Au 31 décembre 2024, CREDIPAR détient l'intégralité des obligations classe B et classe C.

**Note 4 - Caisse, Banques Centrales**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
- Caisse	5	5
- Banques Centrales	78 068	52 033
- Créances rattachées	-	-
- Banques Centrales Dépôts à vue	1 220 014	
<b>Total</b>	<b>1 298 087</b>	<b>52 038</b>

**Note 5 - Créances sur les établissements de crédit****Ventilation des créances à vue / à terme**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Comptes ordinaires débiteurs et prêts jour le jour</b>		
- Entreprises liées	106 740	109 845
- Hors Groupe	455 303	346 457
	<b>562 043</b>	<b>456 302</b>
<b>Prêts à terme</b>		
- Entreprises liées <sup>(1)</sup>	566 377	16 590
- Hors Groupe	-	1 784 992
	<b>566 377</b>	<b>1 801 581</b>
<b>Créances rattachées</b>		
- Entreprises liées	2 054	6
- Hors Groupe	-	595
	<b>2 054</b>	<b>601</b>
Sur prêts à terme		
- Entreprises liées	-	-
- Hors Groupe	-	-
<b>Total</b>	<b>1 130 474</b>	<b>2 258 485</b>

(1) Le montant de 566 377 milliers d'euros correspond :

- Pour 1 177 milliers d'euros à l'excédent de cash collatéral déposé auprès du clearer member Santander pour la compensation des dérivés de taux depuis la mise en place de la réglementation EMIR début 2017 ;
- Pour 565 200 milliers d'euros aux prêts intra-groupe entre CREDIPAR et Banque Stellantis France.

**Note 6 - 1 Opérations avec la clientèle Ventilation des créances par activité**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Créances sur la clientèle saine</b>	<b>3 321 585</b>	<b>4 145 471</b>
- Clientèle finale - Ventes à crédit		
- <b>Encours sains clientèle finale - ventes à crédit</b>	<b>297 892</b>	<b>318 729</b>
<i>dont encours sains avec impayés</i>	<i>10 312</i>	<i>11 269</i>
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains</b>	-	-
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé</b>	-	-
- Financement de stocks aux réseaux		
- <b>Encours sains financement de stocks aux réseaux</b>	<b>31 811</b>	<b>30 174</b>
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé financement de stock</b>	-	-
- Autres créances commerciales avec le réseau		
- <b>Encours sains - Autres créances commerciales avec le réseau</b>	<b>2 505 492</b>	<b>3 351 759</b>
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains</b>	-	-
- Autres créances réseaux (dont crédits à l'équipement, crédit revolving)		
- <b>Encours sains Autres créances réseaux</b>	<b>486 390</b>	<b>444 809</b>
<i>dont encours sains avec impayés</i>	<i>28</i>	<i>49</i>
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains</b>	-	-
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé</b>	-	-
<b>Eléments intégrés au coût amorti des opérations avec la clientèle</b>	<b>56 198</b>	<b>73 110</b>
- Etalement des coûts d'acquisition	56 453	73 929
- Etalement des frais de dossiers.	0	(654)
- Etalement de la participation des marques et des réseaux	(255)	(165)
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	-	-
- Entreprises liées	-	-
- Hors groupe	-	-
<b>Créances douteuses et douteuses compromises nettes<sup>(1)</sup></b>	<b>11 299</b>	<b>12 302</b>
- Clientèle finale - Ventes à crédit	11 222	12 012
- Financement de stocks aux réseaux	75	170
- Créances commerciales encours douteux	83	195
- Autres créances et comptes ordinaires	(81)	(74)
<b>Créances rattachées</b>	<b>7 586</b>	<b>5 489</b>
- Ventes à crédit	1 192	1 127
<i>dont sur créances saines avec impayés</i>	<i>1 170</i>	<i>1 105</i>
<i>dont sur créances saines avec impayés</i>	<i>22</i>	<i>22</i>
- Financement de stocks aux réseaux	-	-
- Autres créances et comptes ordinaires	6 394	4 361
<i>dont sur créances saines</i>	<i>6 394</i>	<i>4 361</i>
<i>dont sur créances saines avec impayés</i>	-	-
<i>dont sur créances douteuses</i>	-	-
<i>dont sur créances compromises</i>	-	-
<b>Total</b>	<b>3 396 668</b>	<b>4 236 371</b>

(1) Le montant des créances douteuses, des créances douteuses compromises et des dépréciations est donné dans la note 28 sur le coût du risque.

**Echéancier des créances sur la clientèle au 31.12.2024 (hors créances commerciales, comptes ordinaires et coût amorti)**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Echues</b>	<b>moins de 3 mois</b>	<b>de 3 mois à 1 an</b>	<b>de 1 an à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>31.12.2024</b>
Créances sur la clientèle finale - ventes à crédit	680	20 406	58 519	212 720	5 567	297 892
Financement de stock au réseau	23	17 647	11 541	2 601	-	31 811
Autres créances réseaux	10	136 970	346 256	1 013	2 140	486 390
	<b>713</b>	<b>175 022</b>	<b>416 315</b>	<b>216 334</b>	<b>7 708</b>	<b>816 093</b>

**Echéancier des créances sur la clientèle au 31.12.2023 (hors créances commerciales, comptes ordinaires et coût amorti)**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Echues</b>	<b>moins de 3 mois</b>	<b>de 3 mois à 1 an</b>	<b>de 1 an à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>31.12.2023</b>
Créances sur la clientèle finale - ventes à crédit	740	22 028	61 928	226 276	7 757	318 729
Financement de stock au réseau	-	18 195	9 658	2 320	-	30 174
Autres créances réseaux	17	61 651	379 792	1 158	2 191	444 809
	<b>758</b>	<b>101 874</b>	<b>451 378</b>	<b>229 754</b>	<b>9 949</b>	<b>793 712</b>



**Note 6 - 2 Analyse des créances douteuses et douteuses compromises**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Activité de financement " Clientèle finale - ventes à crédit " (A - cf. section A de la note 28)</b>		
<b>Non compromises</b>	<b>3 759</b>	<b>4 415</b>
<b>Montant brut</b>	<b>12 578</b>	<b>13 800</b>
- échus	2 944	3 065
- à échoir <sup>(2)</sup>	9 634	10 736
<b>Dépréciations (A - cf. section A de la note 28)</b>	<b>(8 819)</b>	<b>(9 386)</b>
- échus <sup>(1)</sup>	(2 944)	(3 064)
- à échoir <sup>(2)</sup>	(5 875)	(6 321)
<b>Financement de stock Réseaux (C - cf. section C de la note 28)</b>		
<b>Non compromises</b>	<b>46</b>	<b>88</b>
<b>Montant brut</b>	<b>46</b>	<b>88</b>
<b>Dépréciations (C - cf. section C de la note 28)</b>	<b>-</b>	<b>0</b>
<b>Créances commerciales " Réseaux " (C - cf. section C de la note 28)</b>		
<b>Non compromises</b>	<b>83</b>	<b>195</b>
<b>Montant brut</b>	<b>501</b>	<b>624</b>
<b>Dépréciations (C - cf. section C de la note 28)</b>	<b>(418)</b>	<b>(430)</b>
<b>Activité de financement " Autres Réseaux et Comptes Ordinaires "</b>		
<b>Non compromises</b>	<b>30</b>	<b>35</b>
<b>Montant brut</b>	<b>1 887</b>	<b>1 913</b>
<b>Dépréciations (C - cf. section C de la note 28)</b>	<b>(1 857)</b>	<b>(1 877)</b>
<b>Activité de financement " Autres "</b>		
<b>Non compromises</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
<b>Montant brut</b>	<b>8</b>	<b>14</b>
- échus	0	2
- à échoir	8	12
<b>Dépréciations (C - cf. section B de la note 28)</b>	<b>(6)</b>	<b>(9)</b>
- échus <sup>(1)</sup>	11	11
- à échoir <sup>(2)</sup>	(17)	(21)
<b>Activité de financement " Clientèle finale - ventes à crédit "</b>		
<b>Compromises</b>	<b>7 462</b>	<b>7 597</b>
<b>Montant brut</b>	<b>36 096</b>	<b>38 191</b>
<b>Dépréciations (A - cf. section A de la note 28)<sup>(1) (3)</sup></b>	<b>(28 633)</b>	<b>(30 594)</b>
<b>Activité de financement stock " Réseaux "</b>		
<b>Compromises</b>	<b>29</b>	<b>81</b>
<b>Montant brut</b>	<b>144</b>	<b>180</b>
<b>Dépréciations (B - cf. section B de la note 28)</b>	<b>(115)</b>	<b>(99)</b>
<b>Activité de financement " Autres Réseaux et comptes ordinaires "</b>		
<b>Compromises</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Montant brut</b>	<b>82</b>	<b>131</b>
<b>Dépréciations (C - cf. section C de la note 28)<sup>(1)</sup></b>	<b>(82)</b>	<b>(131)</b>
<b>Activité de financement " Autres "</b>		
<b>Compromises</b>	<b>(114)</b>	<b>(115)</b>
<b>Montant brut</b>	<b>424</b>	<b>370</b>
<b>Dépréciations (C - cf. section C de la note 28)<sup>(1) (3)</sup></b>	<b>(538)</b>	<b>(485)</b>

(1) En ce qui concerne les créances douteuses, et en dehors des clients Corporate pour lesquels le niveau de dépréciation est formalisé dans le rapport flash en fonction d'une analyse du risque personnalisée, les impayés échus (capital + intérêts) sont dépréciés à 100 %.

(2) En ce qui concerne les créances douteuses, pour la partie à échoir des « clients retail », la dépréciation est telle que, ajoutée aux 100 % sur les montants échus, la dépréciation totale atteint le niveau de pertes moyennes actualisées, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe C de la note 2 sur les principes comptables.

(3) En ce qui concerne les créances douteuses compromises, dont la quasi-totalité est déchue du terme, et en dehors des « clients corporate » pour lesquels le niveau de la dépréciation est formalisé dans le rapport flash, la dépréciation porte sur l'ensemble des impayés échus et du capital restant dû au taux de pertes moyennes actualisées, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe C de la note 2 sur les principes comptables.

**Note 7 - Obligations et autres titres à revenu fixe**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Titres de placement à revenu fixe	<b>4 455 532</b>	<b>4 621 221</b>
- Titres d'investissement <sup>(1)</sup>	4 455 532	4 621 221
Créances rattachées <sup>(2)</sup>	<b>458 217</b>	<b>28 015</b>
<b>Total</b>	<b>4 913 749</b>	<b>4 649 236</b>

(1) Il s'agit des titres auto souscrits par CREDIPAR dans le cadre des opérations de titrisation.

(2) Les créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe correspondent aux produits à recevoir des FCT.

**Note 8 - Parts dans les entreprises liées**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2023</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>31.12.2024</b>
<b>Parts dans les entreprises liées :</b>				
Etablissements de crédit				
- Brut <sup>(1)</sup>	52 292		-	52 292
- Provisions	-		-	-
Autres				
- Brut	1	439	-	441
- Provisions	-		-	-
<b>Total</b>	<b>52 293</b>	<b>439</b>	<b>-</b>	<b>52 732</b>

(1) Il s'agit des titres CLV.

**Note 9-1 Crédit-Bail et Location avec option d'achat**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Crédit-bail et location avec option d'achat</b>		
Valeurs brutes	11 376 935	8 970 704
Amortissements	(4 610 586)	(3 710 101)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>6 766 349</b>	<b>5 260 604</b>
<b>Créances rattachées (dont loyers impayés sains)</b>	<b>6 575</b>	<b>6 280</b>
Créances douteuses (loyers impayés douteux) <sup>(1)</sup>	1 948	2 054
Dépréciations (B - cf. renvoi B de la note 28) <sup>(2)</sup>	(1 878)	(1 905)
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>70</b>	<b>149</b>
Créances douteuses compromises (loyers impayés douteux compromis) <sup>(1)</sup>	33 101	22 402
Dépréciations (B - cf. renvoi B de la note 28) <sup>(2)</sup>	(26 831)	(17 636)
<b>Créances douteuses compromises nettes</b>	<b>6 270</b>	<b>4 766</b>
<b>Eléments intégrés au coût amorti des opérations avec la clientèle</b>	<b>9 444</b>	<b>102 653</b>
- Etalement des coûts d'acquisition	260 174	230 945
- Etalement de la participation des marques et des réseaux	(250 730)	(128 292)
<b>Total</b>	<b>6 788 709</b>	<b>5 374 451</b>

**Note 9-2 Location simple**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Location simple</b>		
Valeurs brutes	4 777 720	5 333 921
Amortissements	(2 468 343)	(2 484 619)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>2 309 377</b>	<b>2 849 302</b>
<b>Créances rattachées (dont loyers impayés sains)</b>	<b>18 975</b>	<b>14 685</b>
Créances douteuses (loyers impayés douteux) <sup>(1)</sup>	1 073	1 287
Dépréciations (B - cf. renvoi B de la note 28) <sup>(2)</sup>	(917)	(1 122)
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>156</b>	<b>165</b>
Créances douteuses compromises (loyers impayés douteux compromis) <sup>(1)</sup>	23 711	15 213
Dépréciations (B - cf. renvoi B de la note 28) <sup>(2)</sup>	(20 112)	(12 149)
<b>Créances douteuses compromises nettes</b>	<b>3 598</b>	<b>3 064</b>
<b>Eléments intégrés au coût amorti des opérations avec la clientèle</b>	<b>6 936</b>	<b>72 212</b>
- Etalement des coûts d'acquisition	83 887	123 045
- Etalement de la participation des marques et des réseaux	(76 951)	(50 833)
<b>Total</b>	<b>2 339 043</b>	<b>2 939 428</b>

(1) En ce qui concerne les créances douteuses, et en dehors des « clients corporate » pour lesquels le niveau de dépréciation est formalisé dans le rapport flash en fonction d'une analyse personnalisée, les loyers échus sont dépréciés à 100 %.

(2) En ce qui concerne les créances douteuses compromises, dont la quasi-totalité est échue du terme, et en dehors des « clients Corporate » pour lesquels le niveau de la dépréciation est formalisé dans le rapport flash, la dépréciation porte sur l'ensemble des loyers échus et du capital restant dû au taux de pertes moyennes actualisées, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe C de la note 2 sur les principes comptables.

### Note 9 - 3 : Eléments financiers

Dans les comptes sociaux, l'aspect juridique prime. Les biens donnés en crédit-bail et en location financière sont inscrits dans les immobilisations et amortis sur leur durée de vie estimée suivant un mode linéaire ou dégressif, lorsque la réglementation fiscale le permet. Les loyers sont enregistrés en produits prorata temporis.

Afin d'appréhender son résultat réel économique, CREDIPAR tient une comptabilité financière qui analyse les opérations de crédit-bail et de location simple comme des crédits octroyés au locataire (encours financier). Les loyers perçus sont décomposés en intérêts et en amortissement financier de l'encours.

La réserve financière est alimentée par la différence entre le résultat comptable et le résultat financier. Elle représente l'écart entre la valeur nette comptable des immobilisations louées et l'encours financier correspondant.

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Réserve financière <sup>(1)</sup>	2 451 241	2 224 283
Encours financiers nets	6 605 409	5 559 751
Résultat net financier <sup>(2)</sup>	274 970	343 303

(1) La réserve financière est alimentée par la différence entre le résultat comptable et le résultat financier. Elle représente l'écart entre la valeur nette comptable des immobilisations louées et l'encours financier correspondant.

(2) Le résultat de CREDIPAR prenant compte de la présentation financière des biens donnés en crédit-bail et en location financière serait égal à 274 970 milliers d'euros, alors qu'il est de 146 975 milliers d'euros en appliquant l'approche juridique patrimoniale.

### Note 10 - Immobilisations corporelles et incorporelles Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Augmentation (autres)	Diminution	Transfert bilan	Désactivation	31.12.2024
<b>Valeur brute</b>						
- Logiciels <sup>(1)</sup>	-	-	-			-
- Logiciels en cours <sup>(1)</sup>	-	2 056	-			2 056
- Autres	32 258	-	-			32 258
<b>Amortissements</b>						
- Logiciels	-	-	-			-
- Autres	(2 846)	(3 795)	-			(6 641)
<b>Valeur nette comptable</b>						
- Logiciels	-	-	-		-	-
- Logiciels en cours	-	2 056	-		-	2 056
- Autres	29 412	(3 795)	-		-	25 617
<b>Total</b>	<b>29 412</b>	<b>(1 739)</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>27 672</b>

#### Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Augmentati on (autres)	Diminution	Transfert bilan	Désactivati on	31.12.2024
<b>Valeur brute</b>						
- Terrains et constructions	-	-	-		-	-
- Matériel de transport	5 918	3 399	(2 813)		-	6 504
- Autres	6 397	-	(1 325)		-	5 072
<b>Amortissements</b>						
- Terrains et constructions	-	-	-		-	-
- Matériel de transport <sup>(1)</sup>	(2 692)	(1 610)	1 783		-	(2 519)
- Autres	(3 202)	(556)	1 314		-	(2 444)
<b>Valeur nette comptable</b>						
- Terrains et constructions	-	-	-		-	-
- Matériel de transport	3 227	1 789	(1 030)	-	-	3 986
- Autres	3 194	(556)	(11)	-	-	2 627
<b>Total</b>	<b>6 420</b>	<b>1 233</b>	<b>(1 041)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 613</b>

**Note 11 - Autres actifs**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Dépôts de garantie versés aux fonds - réserves de liquidité <sup>(1)</sup>	92 890	101 643
Dépôts de garantie versés aux fonds - Avance de recouvrement <sup>(1)</sup>	5 200	6 025
Dépôts de garantie versés aux fonds - Réserve de performance <sup>(1)</sup>	-	-
Etat et organismes sociaux <sup>(2)</sup>	40 922	- 116 851
Débiteurs divers	229 244	196 723
- dont entreprises liées	15 397	14 145
<b>Total</b>	<b>368 257</b>	<b>421 242</b>

(1) Dans le cadre des garanties données aux fonds de titrisation pour couvrir différents risques de ces fonds, CREDIPAR a effectué plusieurs dépôts de garantie (constitution de réserves de liquidité, d'avance de recouvrement et de réserves de performance) aux FCT, qui s'élevant à fin 2024 à :

- 18,09 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS DFP Master Compartiment France 2013,
- 14,90 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French Loans Master,
- 39,10 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French Leases Master Compartiment 2016,
- 7,70 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French LT Leases Master,
- 1,15 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French Leases 2021,
- 6,00 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French Leases 2023.
- 11,15 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French Loans 2024.

(2) Ce poste comprend notamment :

- Les acomptes d'IS versés à la société mère (Banque Stellantis France) pour 5,5 millions d'euros.
- La TVA déductible sur immobilisations corporelles pour 34,9 millions d'euros.

**Note 12 - Comptes de régularisation - Actif**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Charges payées d'avance</b>		
Frais de mise en place des FCT	1 937	1 813
Décote CRD et paiement différé de créances cédées au fonds Master DFP <sup>(1)</sup>	22 066	14 287
Autres charges payées d'avance <sup>(2)</sup>	57 813	27 132
	<b>81 817</b>	<b>43 232</b>
<b>Produits à recevoir</b>		
Sur instruments financiers à terme <sup>(3)</sup>	1 244	13 067
Autres produits à recevoir	13 924	14 666
	<b>15 168</b>	<b>27 732</b>
<b>Autres comptes de régularisation<sup>(4)</sup></b>	<b>66 409</b>	<b>72 354</b>
<b>Total</b>	<b>163 394</b>	<b>143 318</b>

(1) La décote de CRD correspond à la différence entre le prix d'acquisition de la créance, payé par le FCT, et le capital restant dû sur cette créance.

(2) Les charges payées d'avance sont notamment composées :

- Des charges sur dettes groupe étalées pour 4,6 millions d'euros,
- Des charges constatées d'avance pour commissions sur produits d'assurance (VAC) pour 37,4 millions d'euros,
- Des charges liées aux émissions de titres NEU CP précomptés pour 6,3 millions d'euros.

(3) Les produits à recevoir sur instruments financiers à terme concernent principalement les intérêts sur swaps de macro-couverture. Les écritures de réescompte fin de mois sont nettes pour chaque swap (produit à recevoir net pour les swaps gagnants, charge à payer nette pour les swaps perdants, cf. note 19).

(4) Ce poste représente principalement la valeur de véhicules vendus par les marques à CREDIPAR devant faire l'objet d'un financement et en attente de traitement.

**Note 13.1 - Banques Centrales, C.C.P**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
- Banques Centrales	-	-
- Dettes rattachées <sup>(1)</sup>	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Il s'agit des intérêts négatifs sur les opérations liées à la Banque de France.

**Note 13.2 - Dettes envers les établissements de crédit**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>		
- Entreprises liées	14 821	10 829
- Hors groupe	2 206	2 857
	<b>17 027</b>	<b>13 686</b>
<b>Comptes et emprunts à vue</b>		
- Entreprises liées	-	-
<b>Comptes et emprunts à terme</b>		
- Entreprises liées <sup>(1)</sup>	11 154 000	11 287 500
- Hors groupe <sup>(2)</sup>	-	1 724 720
	<b>11 154 000</b>	<b>13 012 220</b>
<b>Titres donnés en pension</b>		
- Entreprises liées	-	83 870
- Hors groupe	-	<b>83 870</b>
<b>Dettes rattachées</b>		
<b>Sur jour le jour et comptes ordinaires</b>		
- Entreprises liées	1 056	-
- Hors groupe	-	-
	<b>1 056</b>	-
<b>A terme</b>		
- Entreprises liées	91 060	82 705
- Hors groupe	-	43 105
	<b>91 060</b>	<b>125 810</b>
<b>Sur titres données en pension</b>		
- Entreprises liées	-	-
- Hors groupe	-	<b>41</b>
<b>Total</b>	<b>11 263 144</b>	<b>13 235 626</b>

**Echéancier des comptes et emprunts à terme au 31 décembre 2024**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>moins de 3 mois</b>	<b>de 3 mois à 1 an</b>	<b>de 1 an à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>
- Entreprises liées <sup>(1)</sup>	1 289 000	5 027 000	4 398 000	350 000	<b>11 064 000</b>
- Autres établissements de crédit <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 289 000</b>	<b>5 027 000</b>	<b>4 398 000</b>	<b>350 000</b>	<b>11 064 000</b>

(1) Les comptes et emprunts à terme auprès des entreprises liées se décomposent de la manière suivante à fin 2024 :

- 8,9 milliards d'euros auprès de Banque Stellantis France liés au refinancement,
- 2,2 milliards d'euros auprès de SANTANDER CONSUMER FINANCE liés au refinancement.

(2) Il s'agit du refinancement auprès de la Banque de France.

Le refinancement de CREDIPAR est assuré principalement par Banque Stellantis France et SANTANDER CONSUMER FINANCE.

**Note 14 - Opérations avec la clientèle Ventilation des dettes à vue / à terme**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Dettes à vue</b>		
Entreprises liées		
- Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Hors groupe		
- Comptes ordinaires créditeurs	1 022	1 167
- Autres sommes dues <sup>(1)</sup>	2 813 614	636 772
<b>Dettes à terme</b>		
Entreprises liées		
- Comptes créditeurs à terme	-	-
- Dettes rattachées	-	-
Hors groupe		
- Autres dettes à terme	-	-
<b>Total</b>	<b>2 814 635</b>	<b>637 939</b>

(1) L'augmentation significative est due à l'activité de dépôts avec la clientèle de particuliers intermédiée via les plateformes internet de RAISIN.

**Note 15 - Autres passifs**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Dettes vis-à-vis des fonds de titrisation <sup>(1)</sup>	302 898	253 737
Etat et organismes sociaux	56 131	44 534
Dettes fournisseurs <sup>(2)</sup>	135 030	232 238
Autres passifs <sup>(3)</sup>	58 235	33 187
- dont entreprises liées	-	-
<b>Total</b>	<b>552 294</b>	<b>563 696</b>

(1) CREDIPAR a mis en place des opérations de titrisations synthétiques, pour couvrir les pertes (correspondant aux pertes inattendues " *unexpected losses* ") sur son portefeuille de prêts. Ces opérations correspondent à des garanties dites financées. Les sommes correspondantes au montant garanti sont déposées sur un compte gagé au bénéfice du fonds de titrisation :

- garantie de 37,5 millions d'euros déposée sur un compte gagé au bénéfice du fonds Auto-ABS Synthetic French Loans 2022 (titrisation en phase d'amortissement depuis décembre 2023).

- garantie de 48,1 millions d'euros déposée sur un compte gagé au bénéfice du fonds Auto-ABS Synthetic French Loans 2024 (titrisation en phase de rechargement).

(2) Il s'agit principalement des véhicules en cours de règlement auprès des marques du groupe Stellantis et des commissions à verser aux apporteurs d'affaires.

(3) Ce poste comprend notamment :

- La participation et l'intéressement des salariés pour 7,56 millions d'euros, contre 7,92 millions d'euros en 2023.

- Les primes d'assurances à reverser pour 19,67 millions d'euros contre un montant de 18,01 millions d'euros en 2023.

**Note 16 - Comptes de régularisation - Passif**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Loyers futurs titrisés <sup>(1)</sup>	4 621 966	4 642 781
Autres produits constatés d'avance <sup>(2)</sup>	252 527	194 912
Charges à payer sur Instruments Financiers à Terme <sup>(3)</sup>	93	150
Autres charges à payer <sup>(4)</sup>	283 403	358 269
Comptes de régularisation divers	160 804	103 407
<b>Total<sup>(5)</sup></b>	<b>5 318 794</b>	<b>5 299 519</b>

(1) En 2024, ce montant correspond aux loyers futurs titrisés dans :

- Le Fonds Commun Auto-ABS French Leases Master Compartiment 2016 pour 3 359 millions d'euros,

- Le Fonds Commun Auto-ABS French LT Leases Master pour 486 millions d'euros,

- Le Fonds Commun Auto-ABS French Leases Master 2021 pour 233 millions d'euros.

- Le Fonds Commun Auto-ABS French Leases 2023 pour 544 millions d'euros.

(2) Il s'agit notamment des loyers relatifs à l'activité de location perçus d'avance pour 197,2 millions d'euros à fin 2024 contre un montant de 62,3 millions en 2023 et d'appels de marge sur swaps pour 23 millions d'euros à fin 2024 contre un montant de 110 millions d'euros en 2023.

(3) Il s'agit des intérêts à payer sur swaps de macro-couverture.

(4) Les autres charges à payer comprennent notamment 200 millions d'euros de coûts d'acquisition des contrats de financement à la clientèle.

(5) Comme indiqué dans la " Note 1 - Faits marquants de l'exercice " une erreur opérationnelle a été corrigée en 2024 sur le poste " Loyers futurs titrisés ".

**Note 17 - Provisions**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2023</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises pour utilisation</b>	<b>Reprises sans objet</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31.12.2024</b>
<b>Provisions liées au coût du risque</b>						
<i>Clientèle finale crédit</i>						
- Clientèle finale - Ventes à crédit						
- Dépréciation pour risque sur encours sains " Clientèle finale crédit " (- cf. section A de la note 28)	37	123	(128)	-		<b>32</b>
- Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé finale crédit " (- cf. section A de la note 28)	1 811	74	(176)	-		<b>1 709</b>
<i>Réseaux</i>						
- Financement de stocks aux réseaux						
- Dépréciation pour risque sur encours sains financement de stock " Financement de stock " (- cf. section C de la note 28)	53	281	(277)	-		<b>57</b>
- Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé financement de stock " Financement de stock " (- cf. section C de la note 28)	-	-	-	-		-
- Autres créances commerciales avec le réseau						
- Dépréciation pour risque sur encours sains " Autres créances commerciales avec le réseau " (- cf. section C de la note 28)	0	-	-	-		-
<i>Autres créances</i>						
- Autres créances réseaux (dont crédits à l'équipement, crédit revolving)						
- Dépréciation pour risque sur encours sains " Autres créances réseaux " (- cf. section D de la note 28)	5 136	4 535	-	-		<b>9 672</b>
- Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé créances réseaux " (- cf. section D de la note 28)	7	33	(36)	-		<b>5</b>
<i>Clientèle finale location</i>						
- Crédit-bail et location avec option d'achat						
- Dépréciation pour risque sur encours sains " Clientèle finale " (H1 - cf. renvoi H de la note 28)	0	4	(3)	-		<b>0</b>
- Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé " Clientèle finale " (B - cf. renvoi B de la note 28)	315	2 066	(2 060)	-		<b>321</b>
- Location simple						
- Dépréciation pour risque avéré sur encours sains " Clientèle finale " (H2 - cf. renvoi H de la note 28)	36	64	(82)	-		<b>18</b>
- Dépréciation pour risque avéré sur encours sains avec impayé " Clientèle finale " (H2 - cf. renvoi H de la note 28)	150	1 084	(1 042)	-		<b>192</b>
<b>Autres provisions</b>						
- Pensions et retraites <sup>(1)</sup>	9 350	1 622	(385)	-	-	<b>10 587</b>
- Médaille du travail	725	88	(20)	-	-	<b>793</b>
- Prêt à long terme	1 028	78	(144)	-		<b>961</b>
- Divers exploitation non bancaire <sup>(2)</sup>	1 982	-	(213)	-		<b>1 769</b>
- Engagement douteux réseau	1 268	14	(734)	-		<b>548</b>
<b>Total</b>	<b>21 898</b>	<b>10 066</b>	<b>(5 300)</b>	-	-	<b>26 663</b>

(1) Les engagements de retraite sont intégralement provisionnés dans les comptes sociaux. Ils concernent les indemnités qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite.

Les salariés de CREDIPAR bénéficient par ailleurs de compléments de retraite, régime à cotisations définies, qui sont versés annuellement aux retraités. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, l'entreprise n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

(2) La baisse de cette provision est due aux frais liés au plan de regroupement des agences.

**Note 18 - Variation des capitaux propres**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2023</b>	<b>Affectation du résultat</b>	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>Autres</b>	<b>31.12.2024</b>
Capital	138 517				138 517
Primes d'émission, d'apport, de fusion	168 389				168 389
Réserve légale	13 852	-			13 852
Réserve statutaire	33 386				33 386
Autres réserves	8 747	-			8 747
Report à nouveau	71	(69)			2
Dividendes	-				-
Amortissements dérogatoires	-			-	-
Provision pour investissement	-				-
Résultat <sup>(1)</sup>	41 053	(41 053)	146 975		146 975
<b>Total</b>	<b>404 015</b>	<b>(41 122)</b>	<b>146 975</b>	<b>-</b>	<b>509 868</b>

(1) L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, constate que le bénéfice distribuable s'élève à la somme de 146 977 434,25 € constitué du bénéfice de l'exercice 2024 pour 146 974 930,42 € cumulé avec le solde du compte "Report à nouveau" s'élevant à la somme de 2 503,83 €.

L'Assemblée Générale décide d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice :

- Au report à nouveau : 62 832,64 €
- Aux actions : 146 914 601,61 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend note par conséquent qu'un dividende de 16,97 € par action sera versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2024 et rappelle qu'un dividende de 4,75 € par action avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2023, qu'un dividende de 13,64 € par actions avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2022 et qu'un dividende de 7,44 € par action avait été versé au titre de l'exercice 2021.

**Note 19 - Instruments financiers à terme**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Risque de taux d'intérêt</b>		
<b>Contrats sur opérations de taux (swaps de taux)<sup>(1)</sup></b>	<b>2 005 596</b>	<b>4 989 812</b>
- Micro-couverture	-	-
- Macro-couverture	878 000	4 192 000
- Back swaps de titrisation	1 127 596	797 812

(1) Les instruments comptabilisés à la juste valeur par résultat, ainsi que les instruments dérivés de couverture, sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire.

Leur juste valeur est déterminée sur la base de techniques de valorisation utilisant des données de marché observables (niveau 2).

**Ventilation des opérations par durée résiduelle**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
0 à 1 an	362 000	860 000
1 à 5 ans	516 000	3 332 000
+ de 5 ans	1 127 596	797 812
<b>Total</b>	<b>2 005 596</b>	<b>4 989 812</b>

**Equivalent risque de crédit**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Swaps de taux</b>		
- Contrepartie établissements de crédit	19 494	28 627
- Autres contreparties	-	-

L'équivalent risque de crédit est calculé à partir du nominal des opérations auquel est appliquée une pondération qui dépend de la nature et de la durée du contrat. Pour les contrats de taux d'intérêt, la pondération est de 0 % pour les contrats dont la durée résiduelle est inférieure à un an, 0,5 % pour les contrats dont la durée résiduelle est supérieure à un an mais inférieure à cinq ans et 1,5 % pour les contrats de plus de cinq ans.



**Coût de remplacement des instruments financiers à terme sur marchés de gré à gré**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Swaps de taux</b>		
- Valeur +	24 257	109 091
- Valeur -	(3 670)	(13 503)

**Résultat comptabilisé sur instruments financiers à terme**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Macro-couverture</b>		
- Produits (cf. note 21)	100 556	139 270
- Charges (cf. note 21)	(12 601)	(18 878)
<b>Micro-couverture</b>		
- Produits (cf. note 20)	-	-
<b>Total</b>	<b>87 955</b>	<b>120 393</b>

**Note 20 - Intérêts et assimilés sur opérations avec les établissements de crédit**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		
Intérêts sur comptes et prêts		
- Entreprises liées	3 009	2 121
- Hors groupe	86 054	46 570
<b>Total</b>	<b>89 063</b>	<b>48 691</b>
<b>Charges</b>		
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs		
- Entreprises liées	(1 553)	(6 464)
- Hors groupe	-	(5)
Intérêts sur comptes et emprunts à terme		
- Entreprises liées <sup>(1)</sup>	(383 592)	(293 732)
- Hors groupe	-	-
Intérêts sur dettes représentées par un titre	-	-
Autres <sup>(2)</sup>	(50 649)	(92 448)
<b>Total</b>	<b>(435 795)</b>	<b>(392 650)</b>

(1) Ce poste comprend les intérêts sur emprunts à terme consentis par Banque Stellantis France (292,51 millions d'euros) et SANTANDER CONSUMER FINANCE (86,56 millions d'euros) (cf. note 13).

(2) Ce poste comprend les intérêts d'emprunts souverains liés au TLTRO pour 30,65 millions d'euros contre 77,89 millions euros l'an dernier.

**Note 21 - Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		
<b>Intérêts sur concours à la clientèle</b>		
- Vente à crédit	<b>27 081</b>	<b>19 526</b>
<i>dont contribution marque Citroën</i>	<i>(46)</i>	<i>217</i>
<i>dont contribution marque Peugeot</i>	<i>463</i>	<i>640</i>
- Financement stock	<b>248 713</b>	<b>211 849</b>
- Autres	<b>21 617</b>	<b>14 679</b>
<i>dont contribution du groupe au titre des cartes, dispo &amp; prêts personnels</i>	<i>-</i>	<i>25</i>
	<b>297 411</b>	<b>246 055</b>
<b>Total</b>	<b>297 411</b>	<b>246 055</b>
<b>Charges</b>		
<b>Coûts d'acquisition</b>		
- Rémunérations apporteurs	<i>(42 788)</i>	<i>(44 990)</i>
- Autres coûts d'acquisition	<i>(1 177)</i>	<i>(4 275)</i>
	<b>(43 965)</b>	<b>(49 265)</b>
<b>Impact net de la couverture du risque de taux des crédits à la clientèle (macro-couverture des financements à taux fixes)<sup>(1)</sup></b>		
- Entreprises liées	<i>-</i>	<i>-</i>
- Hors groupe	<i>87 955</i>	<i>120 393</i>
	<b>87 955</b>	<b>120 393</b>
<b>Intérêts sur livret</b>	<i>(60 162)</i>	<i>(3 308)</i>
	<b>(60 162)</b>	<b>(3 308)</b>
<b>Autres charges</b>	<i>(11 421)</i>	<i>(14 790)</i>
	<b>(11 421)</b>	<b>(14 790)</b>
<b>Total</b>	<b>(27 593)</b>	<b>53 029</b>

(1) La macro-couverture correspond à la mise à taux révisable de certains crédits à la clientèle (dont les produits à taux fixe sont détaillés ci-dessus), les refinancements de ces crédits (dont les charges sont détaillées dans la note 20) étant eux-mêmes à taux révisable.

**Note 22 - Intérêts et assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Intérêts sur les parts résiduelles souscrites auprès des fonds de titrisation	244 507	260 595
- Intérêts sur obligations souscrites auprès des fonds de titrisation	103 755	66 423
- Intérêts sur bons du trésor Français	0	4 047
<b>Total</b>	<b>348 262</b>	<b>331 066</b>
<b>Charges</b>		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Titres de créances négociables	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Détail des intérêts liés aux parts résiduelles souscrites auprès de chaque fonds de titrisation

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Auto ABS DFP Master Compartiment France 2013	26 528	19 806
Auto ABS French Loans Master	34 488	96 149
Auto ABS French Leases Master Compartiment 2016	108 485	68 902
Auto ABS French LT Leases Master	19 502	29 836
Auto ABS French Leases 2018	-	-
Auto ABS French Leases 2021	25 354	44 406
Auto ABS French Leases 2023	16 562	1 496
Auto ABS French Loans 2024	13 587	-
<b>Sous total titrisation</b>	<b>244 507</b>	<b>260 595</b>

## Note 23 - Produits et charges sur opérations de location simple

### Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Produits</b>		
- Loyers	1 831 290	1 503 297
<i>dont contribution marque Citroën</i>	40 763	33 978
<i>dont contribution marque Peugeot</i>	93 986	41 782
<i>dont contribution marque Opel</i>	26 416	9 737
<i>dont contribution marque FCA</i>	40 731	8 671
<i>sous-total marques</i>	201 897	94 168
- Commissions diverses	1 757	1 723
- Plus-values de cessions	734 679	538 600
<b>TOTAL *</b>	<b>2 567 726</b>	<b>2 043 621</b>
<b>Charges</b>		
- Amortissements	(2 586 171)	(2 011 890)
- Autres charges	(4 616)	(1 751)
<b>Coûts d'acquisition</b>		
- Rémunérations apporteurs	(114 929)	(100 047)
- Autres coûts d'acquisition	10 787	(38 931)
<b>TOTAL</b>	<b>(2 694 929)</b>	<b>(2 152 619)</b>

(\*) Comme indiqué dans la " Note 1 - Faits marquants de l'exercice " une erreur opérationnelle a été corrigée en 2024. Cette correction contribue à une augmentation de 32,9 millions d'euros des produits sur opérations de crédit-bail et assimilées.

### Produits et charges sur opérations de location longue durée

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Produits</b>		
- Loyers	1 091 054	1 032 671
<i>dont contribution marque Citroën</i>	10 959	13 477
<i>dont contribution marque Peugeot</i>	25 210	22 765
<i>dont contribution marque Opel</i>	1 081	19
<i>dont contribution marque FCA</i>	2 879	0
<i>sous-total marques</i>	40 129	36 261
- Commissions diverses	25 078	29 098
- Plus-values de cessions	376 831	302 149
<b>TOTAL</b>	<b>1 492 963</b>	<b>1 363 918</b>
<b>Charges</b>		
- Amortissements	(1 192 583)	(1 279 649)
- Autres charges	(1 656)	(8 442)
<b>Coûts d'acquisition</b>		
- Rémunérations apporteurs	(75 569)	(82 320)
- Autres coûts d'acquisition	274	(549)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 269 535)</b>	<b>(1 370 961)</b>

## Note 24 - Revenus des titres à revenu variable

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Revenus des parts dans les entreprises liées</b>		
- Dividendes reçus de sociétés françaises <sup>(1)</sup>	-	-
<b>Total</b>	-	-

(1) Il s'agit des dividendes versés à CREDIPAR par la filiale CLV.

**Note 25 - Commissions**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		
- Sur opérations avec la clientèle	1 622	1 655
- Sur opérations sur titres	-	-
- Sur instruments financiers à terme	-	-
- Sur prestations de service <sup>(1)</sup>	175 967	152 904
<b>Total</b>	<b>177 590</b>	<b>154 560</b>
<b>Charges</b>		
- Sur prestations de service	(493)	(859)
- Commissions diverses <sup>(2)</sup>	(2 920)	(3 064)
- Sur opérations avec la clientèle	(7 682)	(587)
<b>Total</b>	<b>(11 095)</b>	<b>(4 511)</b>

(1) Ce poste comprend notamment :

- Les commissions de courtage pour 127 millions d'euros en 2024 contre 117 millions d'euros en 2023,
- Les commissions sur prestations de recouvrement versées par le FCT pour 22,5 millions d'euros en 2024 contre 19,2 millions d'euros en 2023.

(2) Il s'agit des frais de montage, de gestion des titrisations et des opérations sur titres.

**Note 26 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>24 482</b>	<b>5 154</b>
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>(110 388)</b>	<b>(89 275)</b>
- Amortissement décote sur CRD <sup>(1)</sup>	(97 075)	(55 570)
- Autres charges diverses	(13 313)	(33 705)

(1) Dans le cadre de la titrisation Auto ABS DFP Master Compartiment France 2013, l'écart entre la valeur nominale des créances cédées et le prix d'achat de ces créances par le fonds est enregistré en décote à l'actif du bilan. Lors du règlement de ces créances, la décote est amortie et enregistrée en contrepartie dans le compte de charge amortissement décote sur CRD.

**Note 27 - Charges générales d'exploitation**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Autres charges générales d'exploitation</b>		
<b>Frais de personnel<sup>(1)</sup></b>		
- Salaires	(43 674)	(40 447)
- Charges sociales	(22 832)	(21 821)
- Intéressement et participation	(7 561)	(7 610)
	<b>(74 067)</b>	<b>(69 878)</b>
<b>Autres charges de structure</b>	<b>(117 143)</b>	<b>(107 630)</b>
<b>Refacturation à d'autres sociétés du groupe</b>	<b>1 874</b>	<b>2 137</b>
<b>Refacturation à d'autres sociétés hors groupe</b>	<b>151</b>	<b>60</b>
	<b>(115 118)</b>	<b>(105 433)</b>
<b>Total</b>	<b>(189 186)</b>	<b>(175 311)</b>

(1) L'effectif moyen des salariés (CDI + CDD y compris alternants) employé par CREDIPAR pendant l'exercice 2024 est de 785. Il se compose de 300 techniciens (dont 42 alternants) et de 485 cadres.

L'effectif au 31 décembre 2024 est de 785 soit 721,5 ETP dont 42 alternants.

**Note 28 - Coût du risque par catégorie de clientèle A - Evolution de l'encours douteux**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Bilan au 31.12.2023</b>	<b>Production nette</b>	<b>Passage en pertes</b>	<b>Récupérations sur créances amorties</b>	<b>Dotations/R eprises</b>	<b>Impact résultat Coût du Risque</b>	<b>Bilan au 31.12.2024</b>
<b>A. Clientèle finale crédit</b>							
Créances saines sans impayés	308 566	(19 815)					288 750
Créances saines avec impayés	11 291	(958)					10 334
Créances douteuses	13 800	(1 222)					12 578
Créances douteuses compromises	38 191	(17 632)	15 537				36 096
<b>Total Encours brut</b>	<b>371 848</b>	<b>(39 627)</b>	<b>15 537</b>				<b>347 758</b>
Dépréciations créances saines sans impayés	(37)				5		(32)
Dépréciations créances saines avec impayés	(1 811)				102		(1 708)
Dépréciations créances douteuses	(9 386)				567		(8 819)
Dépréciations créances douteuses compromises	(30 594)				1 961		(28 632)
<b>Total Dépréciations</b>	<b>(41 827)</b>				<b>2 635</b>		<b>(39 191)</b>
<b>Total valeur nette Clientèle Finale Crédit</b>	<b>330 021</b>	<b>(39 627)</b>	<b>15 537</b>		<b>2 635</b>		<b>308 567</b>
<b>Récupérations sur créances amorties</b>				<b>1 976</b>			
<b>Total valeur nette Clientèle Finale Crédit</b>			<b>(15 537)</b>	<b>1 976</b>	<b>2 635</b>		<b>(10 926)</b>
<b>B. Clientèle finale location</b>							
Créances saines sans impayés	8 126 308	970 481					9 096 789
Créances saines avec impayés	4 563	(75)					4 488
Créances douteuses	3 341	(319)					3 022
Créances douteuses compromises	37 615	2 398	16 799				56 812
<b>Total Encours brut</b>	<b>8 171 827</b>	<b>972 484</b>	<b>16 799</b>				<b>9 161 110</b>
Dépréciations créances saines sans impayés	(37)				18		(20)
Dépréciations créances saines avec impayés	(464)				(48)		(512)
Dépréciations créances douteuses	(3 027)				232		(2 795)
Dépréciations créances douteuses compromises	(29 786)				(17 158)		(46 944)
<b>Total Dépréciations</b>	<b>(33 312)</b>				<b>(16 956)</b>		<b>(50 268)</b>
<b>Total Valeur nette Clientèle Finale location</b>	<b>8 138 514</b>	<b>972 484</b>	<b>16 799</b>		<b>(16 956)</b>		<b>9 110 842</b>
<b>Récupérations sur créances amorties</b>				<b>2 421</b>			
<b>Total valeur nette Clientèle Finale location<sup>(1)</sup></b>			<b>(16 799)</b>	<b>2 421</b>	<b>(16 956)</b>		<b>(31 334)</b>
<b>C. Financement de stock réseaux et créances commerciales</b>							
Créances saines sans impayés	3 381 932	(844 652)					2 537 280
Créances saines avec impayés	-	23					23
Créances douteuses	713	(166)					547
Créances douteuses compromises	180	(52)	17				144
<b>Total Encours brut</b>	<b>3 382 825</b>	<b>(844 848)</b>	<b>17</b>				<b>2 537 994</b>
Dépréciations créances saines sans impayés	(53)				(3)		(57)
Dépréciations créances saines avec impayés	-				-		-
Dépréciations créances douteuses	(131)				732		601
Dépréciations créances douteuses compromises	(99)				(17)		(116)
<b>Total Dépréciations</b>	<b>(283)</b>				<b>712</b>		<b>429</b>
<b>Nette Financement Réseaux + commerciales</b>	<b>3 382 542</b>	<b>(844 848)</b>	<b>17</b>		<b>712</b>		<b>2 538 423</b>

<b>Récupérations sur créances amorties</b>				<b>2</b>			
<b>Total valeur nette Financement Réseaux + créances commerciales</b>			<b>(17)</b>	<b>2</b>	<b>712</b>		<b>697</b>
<b>D. Autres créances réseaux (dont crédits à l'équipement, crédit revolving)</b>							
Créances saines sans impayés	449 108	43 633					<b>492 741</b>
Créances saines avec impayés	49	(21)					<b>28</b>
Créances douteuses	1 941	(34)					<b>1 907</b>
Créances douteuses compromises	501	4	1				<b>506</b>
<b>Total Encours brut</b>	<b>451 599</b>	<b>43 581</b>	<b>1</b>				<b>495 182</b>
Dépréciations créances saines sans impayés	(5 135)				(4 535)		<b>(9 669)</b>
Dépréciations créances saines avec impayés	(5 841)				(5 024)		<b>(10 865)</b>
Dépréciations créances douteuses	(1 901)				27		<b>(1 874)</b>
Dépréciations créances douteuses compromises	(616)				(5)		<b>(621)</b>
<b>Total Dépréciations</b>	<b>(13 495)</b>				<b>(9 537)</b>		<b>(23 032)</b>
<b>Total valeur nette Autres créances réseaux</b>	<b>438 104</b>	<b>43 581</b>	<b>1</b>		<b>(9 537)</b>		<b>472 150</b>
<b>Récupérations sur créances amorties</b>				<b>82</b>			
<b>Total valeur nette Autres créances Réseaux</b>			<b>(1)</b>	<b>82</b>	<b>(9 537)</b>		<b>(9 456)</b>
<b>Encours total</b>							
Créances saines sans impayés	12 265 914	149 646					<b>12 415 560</b>
Créances saines avec impayés	15 904	(1 031)					<b>14 872</b>
Créances douteuses	19 795	(1 741)					<b>18 054</b>
Créances douteuses compromises	76 487	(15 283)	32 354				<b>93 558</b>
<b>Total Encours brut</b>	<b>12 378 099</b>	<b>131 591</b>	<b>32 354</b>				<b>12 542 044</b>
Dépréciations créances saines sans impayés	(5 262)				(4 516)		<b>(9 778)</b>
Dépréciations créances saines avec impayés	(8 116)				(4 969)		<b>(13 085)</b>
Dépréciations créances douteuses	(14 445)				1 558		<b>(12 887)</b>
Dépréciations créances douteuses compromises	(61 096)				(15 218)		<b>(76 314)</b>
<b>Total Dépréciations</b>	<b>(88 919)</b>				<b>(23 146)</b>		<b>(112 065)</b>
<b>Total valeur nette Encours total</b>	<b>12 289 180</b>	<b>131 591</b>	<b>32 354</b>	<b>-</b>	<b>(23 146)</b>		<b>12 429 979</b>
<b>Récupérations sur créances amorties</b>				<b>4 481</b>			
<b>Total valeur nette Encours total</b>			<b>(32 354)</b>	<b>4 481</b>	<b>(23 146)</b>		<b>(51 019)</b>

(1) Il est à noter que les dotations, reprises, pertes et récupérations sur pertes sont présentées au niveau de la note 28 Coût du risque et non pas au niveau des postes Produits et charges sur opérations de Crédit-bail et Produits et charges sur opérations de location simple. Ces éléments totalisent 18,3 millions d'euros relatifs aux opérations sur Crédit-bail et 12 millions d'euros relatifs à la location simple en 2024 contre respectivement 7 millions d'euros et 4,3 millions d'euros en 2023.

En ce qui concerne les créances douteuses, et en dehors des clients Corporate pour lesquels le niveau de dépréciation est formalisé dans le Rapport Flash en fonction d'une analyse personnalisée, les loyers échus sont dépréciés à 100 %.

En ce qui concerne les créances douteuses compromises, dont la quasi-totalité est déchue du terme, et en dehors des clients Corporate pour lesquels le niveau de la dépréciation est formalisé dans le Rapport Flash, la dépréciation porte sur l'ensemble des loyers échus et du capital restant dû au taux de pertes moyennes actualisées, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe C de la note 2 sur les principes comptables.

**Note 29 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Sur immobilisations propres</b>		
- Gains	429	308
- Pertes	(64)	(15)
<b>Sur immobilisations financières</b>		
Reprise de provisions		
Dotation/Reprise pour dépréciation de titres	-	-
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>293</b>

**Note 30 - Impôt sur les bénéfices**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>- Impôt calculé sur le bénéfice fiscal 2024</b>	<b>55 506</b>	<b>5 970</b>
<i>dont remboursement crédit d'impôt famille</i>	-	-
<b>Total</b>	<b>55 506</b>	<b>5 970</b>

**Note 31 - Charges et produits exceptionnelles**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Charges exceptionnelles</b>		
- Processus de liquidation concessionnaires " unbankables "	767	2 541
<b>Produits exceptionnels</b>		
- Processus de liquidation concessionnaires " unbankables "	(885)	(2 541)
- Produit de cession fonds de commerce LLD	-	(43 747)
<b>Total</b>	<b>(118)</b>	<b>(43 747)</b>

**Note 32 - Evénements postérieurs à la clôture**

Il n'est survenu, depuis le 31 décembre 2024 et jusqu'au 10 avril 2025, date d'examen des comptes par le Conseil d'Administration, aucun événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers.

**TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 décembre 2024**

*(En milliers d'euros)*

SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETES	Capital social	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Bénéfice ou Perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
<b>1) RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR LES TITRES DONT LA VALEUR BRUTE EXCEDE 1 % DU CAPITAL SOCIAL</b> (Filiales détenues à plus de 50 % du capital) Compagnie pour la location de véhicules – CLV <sup>(1)</sup> 2-10 Boulevard de l'Europe, CS 60168, 78307 Poissy Cedex	27 693	9 722	100	52 292	52 292	-	-	3 902	
<b>2) RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES</b> Participations dans sociétés françaises	-	-	-	p.m.	p.m.				

(1) Les filiales de CREDIPAR ne sont pas cotées.

RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES  
(Articles D133, D135, D148 du décret du 23 mars 1967)

( milliers d'euros, sauf précision contraire)	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Capital en fin						
- Capital social	138 517	138 517	138 517	138 517	138 517	138 517
- Nombre d'actions émises	8 657 313	8 657 313	8 657 313	8 657 313	8 657 313	8 657 313
Résultat global des opérations de l'exercice						
- Chiffre d'affaires hors taxes	3 767	3 221	2 928	2 880	2 511	2 302
- Résultat avant impôt, amortissements et provisions	3 363	3 312	2 974	2 814	2 390	2 221
- Impôt sur les bénéfices	55 506	5 970	(80)	49 647	25 438	28 099
- Résultat après impôt, amortissements et provisions	146 975	41 053	21 502	161 035	78 931	86 761
- Participation des salariés due au titre de l'exercice	7 557	8 100	7 080	7 270	7 302	7 260
- Participation des salariés- Régul. exercices antérieurs	490	490	(490)	(533)	-	(28)
- Dividendes	146 915	41 122	118 086	64 410	78 955	86 746
Résultat des opérations réduit à une seule action						
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions (en euro)	382,10	381,84	343,54	319,36	273,10	253 ,29
Résultat après impôts, amortissements et provisions (en euro)	16,98	4,74	2,48	18,60	9,12	10,02
* Dividende net attribué à chaque action (en euro) :						
- dividende distribué	16,97	4,75	13,64	7,44	9,12	10,02
- avoir fiscal	-	-	-	-	-	-
Personnel						
- Montant de la masse salariale de l'exercice	43 893	40 915	40 128	39 496	39 511	35 144
35 144- Montant des sommes versées au titre						
- des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.)	22 832	21 821	17 362	20 074	19 021	1 8317
ectif à fin décembre 2024	785	723	760	759	777	797

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, constate que le bénéfice distribuable s'élève à la somme de 146 977 434,25 € constitué du bénéfice de l'exercice 2024 pour 146 974 930,42 € cumulé avec le solde du compte " Report à nouveau " s'élevant à la somme de 2 503,83 €.

L'Assemblée Générale, au vu de la trajectoire des fonds propres à moyen terme, décide d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice :

- Au report à nouveau
  - Aux actions
- 62 832,64 €

146 914 601,61 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend note par conséquent qu'un dividende de 16,97 € par action sera versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2024. L'Assemblée Générale rappelle qu'un dividende de 4,75 € par action avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2023, qu'un dividende de 13,64 € par action avait été versé au titre de l'exercice 2022 et qu'un dividende de 7,44 € par action avait été versé au titre de l'exercice 2021.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société 43 rue Jean Pierre Timbaud - 78300 Poissy.